

Qui croire ?

À qui faut-il se fier ? Au bon Dieu ou à ses Saints ? Depuis plusieurs semaines, le même scénario se reproduit : le président de la République tient des discours ambitieux ou généreux auxquels on a envie d'adhérer. Mais dans les faits, ils sont contredits par les décisions du gouvernement ou les votes des député.es
En marche.



Patrick Kanner à Brest le 17 novembre 2016

C'est particulièrement frappant pour la politique de la ville. « La séance de rattrapage organisée à Clichy-sous-Bois et à Tourcoing n'aura pas convaincu que le Président des riches a, en même temps, le souci des quartiers populaires et de leurs habitants », a souligné le Parti Socialiste dans un communiqué.

D'un côté, on découvre que plusieurs mesures poursuivent, en les adaptant, celles qui ont été engagées entre 2012 et 2017 par les gouvernements successifs, dans le cadre des politiques publiques en faveur des quartiers (emploi, sécurité, services publics...). « Nous sommes dans la continuité du travail effectué sous le quinquennat précédent. Je ne peux pas être contre une volonté de déradicalisation dans certains quartiers, quand nous-mêmes avons créé un plan de lutte contre la radicalisation dans chaque "contrat de ville". Je ne peux être contre le développement de la garantie jeunes lancée sous François Hollande et validée par Emmanuel Macron, ce mardi », a souligné l'ancien ministre de la Ville, Patrick Kanner, dans une interview au *Journal du dimanche*.

Si on ne peut reprocher au gouvernement de poursuivre les actions engagées par ses prédécesseurs sous le quinquennat de François Hollande, on est tout de même en droit de s'inquiéter

des contradictions entre les discours présidentiels et les réalités.

« Je suis très réservé sur la manière dont les contrats aidés ont été appréciés par le Président », a insisté Patrick Kanner dans son interview. « Il fallait maintenir la barre des 459 000 contrats conclus sur l'année 2016 : tous ont une utilité et notamment dans le secteur associatif, indispensable dans les quartiers difficiles. Qu'Emmanuel Macron ne les remette pas en cause dans ces quartiers, je demande à voir. Ce qui m'intéresse maintenant, c'est l'épreuve des faits après celle des mots. Ainsi, suis-je, par exemple, plus inquiet sur la question du logement. Le Président dit que l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) est une priorité budgétaire tout en affaiblissant les bailleurs sociaux qui vont devoir supporter la baisse des APL. »

Dans son communiqué, le Parti Socialiste « invite le gouvernement, dans le cadre de l'examen du PLF 2018, à revenir sur ces mesures qui pénalisent les quartiers populaires. Il demande, en outre, l'organisation d'une concertation nationale, sur les bases de l'appel de Grigny du 16 octobre dernier, qui permettra de converger vers un plan national de solidarité, qu'attendent habitants et élus locaux ».

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 23/11/2017

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Harcèlement

Demain, le 25 novembre, sera la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Cette journée mondiale intervient, cette année, quelques semaines après l'affaire Weinstein et la prise de conscience salubre qu'elle a provoquée. En effet, la parole se libère et déjà plusieurs harceleurs ont été dénoncés.

Il y aura un avant et un après Weinstein. Les gestes déplacés, les réflexions ambiguës et les sous-entendus ne peuvent plus être tolérés. Cela suppose un engagement des femmes et des hommes pour exiger une tolérance zéro à l'égard des harceleurs et ne plus rien laisser passer.

Désormais, la peur doit changer de camp et chacun doit comprendre que lorsqu'une femme dit non, c'est non!

PS29

Chiffre de la semaine

8 000 euros

C'est par an le manque à gagner des femmes en raison des écarts de salaires avec les hommes.

En avant pour la refondation

Une semaine après son élection comme Premier secrétaire fédéral, François Cuillandre a animé un Conseil fédéral, le 17 novembre. L'occasion pour le nouvel animateur de la Fédération de rappeler dans quelle perspective doivent s'engager les Forums de la Refondation.



Tirons sereinement notre bilan

L'élection du nouveau Premier secrétaire a constitué le premier acte de cette refondation. En toute transparence, Marion Maury, Première secrétaire fédérale adjointe, a analysé les résultats de ce vote et a pointé les sections qui devront être épaulées. **« Sur 650 adhérents à jour de leur cotisations, 484 ont pris part au vote »**, a-t-elle précisé.

L'enjeu doit être de reconstruire un parti d'alternance capable d'exercer à nouveau le pouvoir. **« Il faut s'y atteler**

dès maintenant, mais il faudra plus de quatre mois pour y parvenir », a prévenu François Cuillandre pour qui, le clivage droite/gauche reste tout à fait pertinent pour structurer la vie politique.

« Le clivage droite/gauche reste pertinent. »

Or, toutes les grandes décisions prises dans les dernières semaines, qu'il s'agisse de la baisse des APL, de la quasi disparition de l'impôt sur la fortune ou de la suppression de la taxe d'habitation, montrent, à l'évidence, que le gouvernement d'Édouard Philippe mène une politique clairement de droite.

Il est donc urgent de lancer la refondation pour reconstruire un parti d'alternance, en analysant lucidement le bilan de la gauche au pouvoir. **« Comme pour tout bilan, il y aura une colonne passif et une colonne actif »**, a indiqué le Premier secrétaire fédéral. Cette reconstruction est d'autant plus urgente que l'opposition systématique et caricaturale, incarnée par Jean-Luc Mélenchon et Laurent Wauquiez, constitue la « meilleure » manière de tuer toute possibilité d'alternance.

La refondation suppose de redonner la parole aux adhérents. Et quoi de plus simple pour y parvenir que de leur proposer de répondre à un questionnaire

en ligne. C'est ce qu'ont fait Jean-Paul Vermot et Gwenegan Bui pour les adhérents de la 4^e circonscription et Marion Maury pour ceux de la Fédération.

S'il est encore trop tôt pour analyser les réponses, on peut d'ores-et-déjà constater que le taux de réponses montre une réelle envie de s'exprimer de la part des adhérents.



Le débat s'est engagé

Pour Jean-Paul Vermot, il faut dresser lucidement et objectivement le bilan de la gauche au pouvoir pour comprendre les résultats des élections du printemps dernier, **« cependant, si nous dépensons toute notre énergie à essayer de trouver un coupable, nous resterons pour longtemps dans l'opposition »**, a prévenu l'élu morlaisien.

Ce débat se fera dans les forums de la refondation organisés à Brest, Morlaix et Quimper et à Moulin-Mer, le 16 décembre.

Faire ce que l'on dit...



Dans une lettre ouverte, Thierry Fayret rappelle à Marc Coatanéa ses contradictions.

« Cher Marc Coatanéa,

Il y a un an, dans les colonnes du Télégramme, tu expliquais ne pas vouloir injurier l'avenir. Même si nombre d'entre nous

l'avaient compris alors, tu parlais déjà de ton avenir et non de celui du parti que tu étais censé représenter.

Nous fûmes nombreux à nous demander où tu te plaçais pendant toute la campagne de la Présidentielle, puis celle des Législatives. Les « copains » passés à En Marche (comme tu les appelais) semblaient plus importants que les camarades candidats de ton propre camp.

En juin, dans Ouest-France, alors que le journaliste t'interrogeait sur tes intentions vis-à-vis de ton mandat de Premier secrétaire fédéral, tu répondais : « Partir ? La question est légitime. Je suis secrétaire

fédéral depuis fin 2008. Mais je ne vais pas dire : débrouillez-vous, je me casse ! » Aujourd'hui tu le fais et tu nous dis : « Dire, puis faire ce que l'on a dit, voilà ce qui a motivé mon engagement en politique il y a vingt-cinq ans. » Quelle ironie Marc !

Je doute fort que ta décision date juste d'hier. Depuis la rentrée, tes actes ont mis en difficulté le parti que tu étais censé servir. À coup de courriers, d'annonces dans la presse, de refus de faire fonctionner le minimum de démocratie interne dans notre parti, tu n'as fait que rendre la situation plus difficile au lendemain des élections.

Amusant que tu te plains du manque de réflexion au PS, toi qui était censé l'insuffler, l'irriguer, la stimuler. J'espère seulement que la suppression de l'ISF, la suppression des contrats aidés, la baisse des APL, l'arrêt du tiers payant généralisé ou même le retour à la semaine de quatre jours à l'école satisferont tes besoins en réflexions.

C'est le jour où 100 membres de LREM annoncent quitter ce parti qui ne connaît pas la démocratie interne que tu choisis de rejoindre ! Je te souhaite bon vent à LREM, à toi l'aubriste, social-démocrate attiré aujourd'hui par le libéral Macron, comme ton maître à penser Richard Ferrand. »

Le RK : les élu.es jouent collectifs

Les élu.es de l'« Union pour Le Relecq-Kerhuon » avaient vu les choses en grand en organisant leur réunion de mi-mandat dans la salle de l'Astrolabe. Et la mobilisation des habitants a montré qu'ils avaient eu raison d'être ambitieux, puisque près de 200 personnes ont participé à cette rencontre.

Que fait la municipalité du Relecq-Kerhuon? Pour ce bilan de mi-mandat, les adjoint.es ont présenté les grands chantiers de leurs délégations.

Depuis 2014, les sports ont représenté une grande part des investissements de la commune, malgré un contexte budgétaire tendu pour les collectivités locales. Partant du principe qu'il n'y a pas de problème, mais que des solutions, le maire, Yohann Nédélec, a lancé un *crowdfunding* pour financer une partie des travaux de rénovation des équipements sportifs.

Cette recherche de modes de financements originaux et alternatifs va de pair avec une gestion rigoureuse du

budget de la commune. **« Nos dépenses d'investissement, par habitant, progressent, passant de 84 à 291 euros mais dans le même temps nos dépenses de fonctionnement baissent grâce notamment à des efforts réalisés sur la consommation d'eau et de carburant »,** a expliqué l'adjoint aux finances, Laurent Péron.

La dette de la commune se situe dans la fourchette basse pour les communes comparables. Le ratio de désendettement n'est que de 2,2 ans et la dette par habitant n'est que de 245 euros alors que la moyenne des

communes de même taille se situe aux alentours de 950 euros.

Mais cette réunion ne constitue pas, loin s'en faut, le seul moment de rencontre et d'échanges avec les habitants. En effet, la démocratie participative constitue un axe important de la politique municipale. La ville a été divisée en neuf secteurs et les habitants sont régulièrement consultés, par quartiers ou à l'occasion de gros travaux d'urbanisme. De plus, un conseil municipal jeune vient d'être mis en place.

Enfin, toutes les manifestations culturelles et artistiques organisées dans la commune ont été mises en avant. **« Notre action est placée sous le signe du partage et de la convivialité »,** a résumé l'adjointe à la Culture, Isabelle Mazelin, qui a précisé que la culture reste une des priorités de la commune.

S'il a beaucoup été question des trois ans écoulés, les élu.es ont aussi évoqué leurs projets en cours. C'est donc une équipe municipale motivée pour les trois ans qui viennent, **« et même au-delà... »,** a précisé Renaud Sarrabezolles, qui a présenté son bilan de mi-mandat devant près de 200 personnes.



Point d'étape pour la majorité municipale

En savoir plus

Compte-rendus de mandat



Isabelle Assih et Jean-Marc Tanguy organisent deux réunions publiques de compte-rendu de mandat. La première s'est tenue le 23 novembre à Kerfeunteun et la seconde se déroulera le jeudi 30 novembre à 20h00 à la MPT de Ergué-Armel.

« Il s'agit d'abord pour nous du respect d'un engagement pris lors de notre campagne électorale », expliquent les conseillers départementaux.

« Ce temps se veut participatif, avec une présentation de 30 minutes maximum, puis un échange avec la salle, aussi bien pour écouter, que pour répondre ou pour

recenser des propositions. Et bien sûr le pot de l'amitié pour clôturer ».

Assises de l'alimentation

Le Conseil départemental du Finistère a organisé, le 17 novembre, ses premières Assises de l'alimentation.

Elles ont permis de partager le résultat des travaux communs engagés dans le cadre du projet alimentaire de territoire, de valoriser de nombreuses démarches et initiatives engagées partout en Finistère et d'impulser des synergies territoriales autour des enjeux globaux de l'alimentation.

Le Département se propose de mettre en place une gouvernance alimentaire locale partagée en rassemblant toutes les forces vives des filières agricoles, de la mer et de l'agroalimentaire, les acteurs associatifs, les représentant.e.s des consommateur.rice.s et de ses partenaires institutionnels pour dialoguer, partager les expériences et les bonnes pratiques afin de favoriser la consommation d'une alimentation saine, de proximité, à un

prix adapté à tous les Finistérien.ne.s, producteur.rice.s ou consommateur.rice.s. Ce genre de rencontres devrait se renouveler tous les ans.

Manuels scolaires



C'est au détour d'une réponse du ministre de l'Éducation nationale à la commission des finances du Sénat, le 8 novembre, que les élu.es

ont appris que le budget des manuels scolaires passerait de 210 à 16 millions d'euros l'année prochaine.

Dans son viseur se trouvent principalement les manuels scolaires des collégiens puisque selon le ministre « rien ne justifie » le fait que l'État les finance. C'est donc 194 millions qui disparaissent du budget.

Agenda

28 novembre

19h00 : Forum de la Refondation au siège de la Fédération à Quimper.

29 novembre

20h30 : Forum de la Refondation au local du PS à Brest, en présence d'Isabelle This Saint-Jean.

16 décembre

9h00 - 16h00 : Rassemblement départemental des secrétaires et trésoriers à Moulin-Mer à Logonna-Daoulas. L'après-midi sera ouverte à tous les adhérents.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1206 - Vendredi 24 novembre 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste



Collèges : une réflexion finistérienne

Nathalie Sarrabezolles

« **Gouverner c'est anticiper** ». Et c'est aussi prendre en compte l'intérêt collectif qui ne recoupe que rarement la somme des intérêts particuliers. Dans un communiqué publié le 16 novembre, la présidente du Conseil départemental, Nathalie Sarrabezolles, a longuement expliqué le contexte dans lequel le Département du Finistère prépare son projet de sectorisation des collèges.

« Pour une information complète des Finistériennes et Finistériens, il est important d'apporter les éléments de contexte et les lignes directrices qui fondent la politique départementale en matière de vie collégienne et d'aménagement du territoire », a indiqué la présidente.

« Depuis 2004, le Conseil départemental du Finistère n'a de cesse de construire une prospective et des visions partagées afin d'agir au mieux pour la réussite des collégiennes et des collégiens. Avec l'appui de l'Observatoire de la vie collégienne, la politique d'équipement et d'investissement du Conseil départemental dans les collèges s'attache à anticiper au plus juste les capacités d'accueil des élèves et adapter les établissements aux pratiques pédagogiques ainsi qu'aux évolutions démographiques.

Ainsi, au cours des dix dernières années, à travers la mise en œuvre des schémas successifs, le Conseil départemental a régulièrement investi et continue d'investir (20 à 25 millions d'euros par an) dans des opérations de rénovation et d'extension de collèges. En ce qui concerne les extensions de capacité, les projections démographiques nous conduisent toutefois aujourd'hui à la plus grande prudence dans les projets d'investissement. En effet, depuis 20 ans, le nombre d'élèves a fortement baissé (- 2000 a minima). Le nombre de collégiennes et collégiens finistériens devrait rester stable à l'horizon 2020-2022 (entre 43 500 et 43 700 élèves) et marquer une nouvelle baisse par la suite. Si la répartition de la population collégienne évolue dans le département, leur nombre diminue globalement. À moins d'une annonce surprise du ministre de l'Éducation nationale, les moyens d'enseignement n'iront pas en s'accroissant non plus. Ceux accordés aux uns risquent d'être retirés aux autres. Si nous voulons rester justes et équitables avec

l'ensemble des élèves du département, c'est donc bien une réflexion à l'échelle du Finistère qu'il nous faut mener.

Le Conseil départemental reste pour autant attentif aux dynamiques locales et continuera d'accompagner les nouveaux besoins scolaires sur les territoires. À ce jour, la situation de quatre établissements publics (Plabennec, Landerneau, Pont-l'Abbé et Guipavas) dont les effectifs sont en large progression fait l'objet de toute notre attention. La question d'un nouveau collège à Landerneau, un investissement d'environ 15 millions d'euros pour lequel une réserve foncière existe, reste ouverte et sera plus largement discutée dans le cadre de l'élaboration du prochain schéma pluriannuel des collèges.

En attendant, et dans le seul souci d'accueillir dans de bonnes conditions les collégiennes et les collégiens, le Conseil départemental souhaite mener à terme un travail de sectorisation afin d'organiser avec le maximum de souplesse l'affectation des élèves sur ces différents secteurs, intégrant la question des transports scolaires, désormais compétence régionale. En effet, certains collèges proches sont en capacité d'accueillir plus d'élèves. Une première réunion de présentation aux élu.e.s a été organisée et les partenaires, dont les parents d'élèves, informés. Les projets de sectorisation seront soumis à l'avis du Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) le 30 novembre, puis au vote de l'assemblée départementale en janvier prochain. Le Conseil départemental restera évidemment attentif aux observations formulées par ses partenaires locaux d'ici là. Certaines demandes ont d'ailleurs déjà été entendues. Pour que la réponse soit juste et adaptée, il est essentiel que chacun et chacune appréhende globalement le contexte démographique finistérien, se montre responsable au regard de ses compétences et s'intéresse concrètement aux évolutions proposées pour qu'elles s'inscrivent au mieux dans le fonctionnement des bassins de vie et dans une continuité des parcours scolaires, sans invective, sans imprécation et en se basant sur des propositions construites, dans l'intérêt de toutes les collégiennes et de tous les collégiens finistériens. C'est ce que nous nous appliquons à faire au Conseil départemental. »

